



Conseil communautaire du 17 septembre 2015

Intervention de Moulay Hamid Ech Chekhchakhi au nom du groupe écologiste

RENNES MÉTROPOLE, TERRE D'ACCUEIL ET DE SOLIDARITÉ

Monsieur le Président,

Plusieurs interventions militaires occidentales en Afrique et au Moyen-Orient, en violation du droit international, ont déstabilisé plusieurs pays et jeté une partie de leurs populations sur le chemin de l'exil.

Les va-t-en guerre et stratèges de ces interventions militaires voulaient installer dans ces pays la démocratie à travers « un chaos créatif » selon l'expression employée par Condoleeza Rice, secrétaire d'État de Georges Bush de janvier 2005 à janvier 2009.

10 ans après, selon les nations unies, le nombre des réfugiés est passé de 19 à 53 millions.

Aujourd'hui, les réfugiés viennent frapper par dizaines de milliers à nos portes. Depuis le début de l'année, 350 000 d'entre eux ont tenté de gagner l'Europe. Notre action en tant qu'élus responsables doit être à la hauteur des enjeux.

La participation de 30 communes de Rennes Métropole au réseau villes solidaires est une bonne chose, mais le nombre d'appartements mis à disposition des réfugiés est faible. Nous sommes en deçà de ce que nos communes ont pu mettre en place en d'autres temps. Je ne citerai qu'un exemple celui des rescapés des Boat-People. À l'époque, toutes les communes d'Ille et Vilaine se sont massivement engagées, accueillant 1 à 2 familles par commune. Nous sommes aussi, en deçà de la mobilisation citoyenne, qui s'affiche ces derniers jours dans notre agglomération comme dans tout le pays. Soyons pragmatiques et moins frileux.

L'élargissement du dispositif CooRUS afin d'accueillir les réfugiés syriens est une bonne nouvelle. Rappelons cependant que la mise en place de nouveaux critères d'accès avant l'été, ont provoqué la sortie d'une quarantaine de personnes, malades pour certaines et donc non expulsables, sans solution de relogement pérenne.

Au-delà de la réponse ponctuelle, il nous faut une politique locale globale d'accueil de ces nouvelles populations. C'est sûrement l'une des nouvelles fonctions des grands centres urbains comme le nôtre que

d'accueillir dignement ces nouveaux habitants, qu'ils soient de passage ou qu'ils décident de s'installer ici.
Par ailleurs, certaines communes conventionnent déjà avec des associations pour mettre à l'abri des familles migrantes. D'autres peuvent être intéressées par cette démarche.
C'est un sujet qui trouverait sa place à la commission solidarité de notre assemblée.

Notre solidarité doit être totale avec les réfugiés qui fuient la guerre sans distinction de religion ou de zone géographique. Syriens ou Somaliens, avec ou sans enfants, réguliers ou irréguliers, ils méritent tous notre considération.

L'exil est une épreuve difficile, un acte douloureux voire périlleux que le réfugié ne tente pas à la légère, et si aujourd'hui il vient chez nous, son rêve le plus cher est de retourner un jour chez lui.

Nous, élus, devons aider ces gens qui fuient la misère, la guerre et l'absence d'avenir dans leurs pays.
Nous souhaitons également que la mobilisation citoyenne actuelle soit l'occasion de renforcer le travail avec les associations et avec les communes de la Métropole, selon votre souhait même, Monsieur le Président.